

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°15822 PORTANT  
INTERDICTION DE STATIONNER  
RUE JEAN JAURES AU DROIT DU N°288  
DU 01 SEPTEMBRE 2025 AU 29 NOVEMBRE 2025**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 14 août 2025 par laquelle la société **RATP – immeuble l'Expansion, 9-11 rue Georges Enesco – 94000 CRETEIL**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour le déplacement temporaire du terminus de la ligne de bus RATP n°372, du 01 septembre 2025 au 29 novembre 2025,

Considérant la nécessité d'interdire le stationnement rue Jean Jaurès dans le cadre du déplacement temporaire du terminus de la ligne de bus RATP n°372 du 01 septembre 2025 au 29 novembre 2025.

**A R R E T E :**

**Article 1 –**

**Du 01 septembre 2025 au 29 novembre 2025, le stationnement sera interdit sur 8 places de stationnement au droit du n°288 rue Jean Jaurès sauf aux véhicules de la RATP pour le motif suivant : Mise en place temporaire du terminus de la ligne de bus RATP n°372.**

**Article 2 –**

Le présent arrêté sera affiché 7 jours avant le début de l'intervention par la société **RATP – immeuble l'Expansion, 9-11 rue Georges Enesco – 94000 CRETEIL** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de celles-ci.

Il ne pourra être affiché sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

**Article 3 –**

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société **RATP – immeuble l'Expansion, 9-11 rue Georges Enesco – 94000 CRETEIL** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

**Article 4 –**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

**Article 5 –**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**Article 6 –**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,  
Madame la Directrice Générale des Services Techniques,  
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,  
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 18 août 2025.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,  
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,  
Marie France PARRAIN,  
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER  
Date de signature : 21/08/2025  
Qualité : Direction Générale des Services

**MIS EN LIGNE LE 21/08/2025**